

Dans un courrier en date du 26 janvier 2009, Rachida DATI, Garde des Sceaux et Ministre de la Justice, a tenu à informer personnellement François CALVET de sa décision d'avoir arrêté la liste des opérations immobilières judiciaires qu'elle considère comme prioritaires pour assurer le bon fonctionnement de la Justice.

A cet effet, elle a donc indiqué que le projet de restructuration et d'extension du palais de justice de Perpignan a été retenu pour un montant de 34,9 M€.

Cette opération sera confiée à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice.